

PRAYERS

Mr. Campbell (LaSalle—Émard—Côte Saint-Paul), from the Standing Committee on Transport and Communications presented the Third Report of the Committee, which is as follows:

In accordance with its Order of Reference of Monday, February 21, 1977, your Committee has considered the Votes under Transport in the Estimates for the fiscal year ending March 31, 1978 and reports the same.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issues Nos. 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13 and 14*) is tabled.

(*The Minutes of Proceedings and Evidence accompanying the Report recorded as Appendix No. 36 to the Journals*).

Mr. Lang, a Member of the Queen's Privy Council, laid upon the Table,—Copies of an Agreement, dated April 18, 1977, between the Government of Canada and the Government of British Columbia, authorizing a ferry subsidy for freight and passenger services in the waters of British Columbia. (English and French).—Sessional Paper No. 302-5/112.

A petition was presented by the honourable Member for Winnipeg North Centre (Mr. Knowles).

Mr. Speaker communicated to the House the following letter:

GOVERNMENT HOUSE
OTTAWA

May 12, 1977

Sir,

I have the honour to inform you that the Honourable Jean Beetz, Puisne Judge of the Supreme Court of Canada, in his capacity as Deputy Governor General, will proceed to the Senate Chamber today, the 12th day of May, at 5.45 p.m. for the purpose of giving Royal Assent to certain Bills.

I have the honour to be, Sir, your obedient servant,

ESMOND BUTLER
Secretary to the Governor General.

The Honourable,
The Speaker of the House of Commons.

The House resumed debate on the motion of Mr. Basford, seconded by Mr. MacDonald (Cardigan),—That Bill C-51, An Act to amend the Criminal Code, the Customs Tariff, the Parole Act, the Penitentiary Act and the Prisons and Reformatories Act, be now read a second time and referred to the Standing Committee on Justice and Legal Affairs.

PRIÈRE

M. Campbell (LaSalle—Émard—Côte Saint-Paul), du Comité permanent des transports et des communications, présente le troisième rapport de ce Comité, dont voici le texte:

Conformément à son Ordre de renvoi du lundi 21 février 1977, votre Comité a étudié les crédits sous la rubrique Transports du Budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978 et en fait rapport.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicules nos 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13 et 14*) est déposé.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 36 aux Journaux*).

M. Lang, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur le Bureau de la Chambre,—Copies, en français et en anglais, d'un accord, en date du 18 avril 1977, entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Colombie-Britannique, autorisant une subvention relativement aux services de traversiers et de cabotage (marchandises et passagers) dans les eaux de la Colombie-Britannique. (Document parlementaire n° 302-5/112).

L'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) présente une pétition.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

le 12 mai 1977

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous aviser que l'honorable Jean Beetz, Juge puiné de la Cour suprême du Canada, en sa qualité de suppléant du Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat aujourd'hui le 12 mai, à 5 h. 45 de l'après-midi, afin de donner la sanction royale à des projets de loi.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Chef du Cabinet du Gouverneur général,
ESMOND BUTLER

L'honorable
Le Président de la Chambre des communes

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Basford, appuyé par M. MacDonald (Cardigan),—Que le Bill C-51, Loi modifiant le Code criminel, le Tarif des douanes, la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, la Loi sur les pénitenciers et la Loi sur les prisons et les maisons de correction, soit maintenant lu une deuxième fois et déféré au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.